



Déclaration préalable CFE-CGC CE du 21 mai 2014 Direction Orange Centre-Est

Quel avenir pour les salariés d'Orange ?

Les réseaux télécoms sont aujourd'hui plus qu'hier les moteurs des opérations de chaque entreprise. Le simple citoyen n'échappe pas à cette frénésie d'interactions et de digitalisation des données. Pourtant, les autorités compétentes ont réussi le tour de force de déprimer tout un secteur en fort renouvellement technologique. La conséquence, entre baisse des prix et destruction de valeur, en est la crise du secteur des télécoms en France.

En Comité d'Entreprise, les dossiers de réorganisation fleurissent sans apporter de perspectives plus attrayantes en termes de carrière, intérêt du travail, conditions de travail aux salariés qui restent dans les services. Comme d'habitude, les directives viennent d'en haut. Nous sommes toujours dans une structure très bureaucratique, dirigée par des règles et des processus, loin d'une organisation managériale capable de réagir au coup par coup.

Aussi, Orange nous propose cette année un accord salarial a minima avec l'aide de la CFDT et de FO. Avec un retour en force de l'individualisation des rémunérations dont peu d'entre nous bénéficieront. La **CFE-CGC** est parvenue à sauvegarder l'augmentation collective pour les non-cadres. Les collègues les plus expérimentés et les plus âgés, dans un groupe où l'embauche d'un jeune est devenue l'exception en feront les frais. Le nivellement des salaires vers le bas est en marche, dans un contexte de baisse de l'intéressement et de la participation.

En effet, le refus de la Direction d'abandonner la notion de salaire global de base moyen pour l'application des augmentations fait que les salariés gagnant plus que la moyenne financent les augmentations de leurs collègues. **Si la CFE-CGC est d'accord pour pratiquer la solidarité, elle refuse le nivellement systématique par le bas.**

La Direction refuse de nous communiquer le montant prévisionnel de la baisse de masse salariale liée aux départs naturels, ce qui montre bien son refus de transparence.

Au niveau financier, la Direction est obligée de vendre des actifs de valeurs qui nous rapportaient comme Orange Dominica pour pouvoir afficher un peu de désendettement.

La gouvernance du groupe dont l'État français (actionnaire de référence) continue d'autoriser le versement d'un **dividende** qui non seulement sera, pour le second exercice consécutif, **supérieur au résultat net** de l'entreprise, et dont quasiment les deux tiers, **soit 1,3 milliard d'€** seront versés à des fonds de pension étrangers ! Donc sans aucun bénéfice pour l'économie française !

Pour la **CFE-CGC** la démonstration est bien faite que les salariés première richesse du groupe Orange ne sont pas la priorité pour nos dirigeants. Notre avenir passe par une autre gestion des hommes et des femmes du groupe Orange.

Une enquête Edenred-Ipsos révèle selon un baromètre rendu public mardi que les Français sont «les plus démotivés d'Europe» (38% contre 29% en Europe).